

DIRECTION DU BUDGET

Paris, le 16 DEC. 2013

TÉLÉDOC
139, RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRES DU MINISTRE DE
L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES, CHARGE DU
BUDGET

À MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES ET
MINISTRES DÉLEGUÉS

A l'attention de Mesdames et Messieurs

*les responsables de la fonction financière ministérielle,
et les responsables de programme*

A MESDAMES ET MESSIEURS LES CONTRÔLEURS
BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES MINISTÉRIELS

NOR : BUDBI327274C
N°DF-1BE-13-3312

**Objet : Circulaire d'application du décret n° 2007-44 du 11 janvier 2007 modifié relative aux
rattachements de crédits de fonds de concours**

Le décret n° 2013-680 du 24 juillet 2013 a modifié le décret n° 2007-44 du 11 janvier 2007 pris pour l'application du II de l'article 17 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF). La présente circulaire précise les évolutions induites par ce texte dans la procédure de rattachement des fonds de concours, en particulier s'agissant des ouvertures d'autorisations d'engagement préalables à l'encaissement.

Vous noterez tout particulièrement :

- la mesure de simplification constituée par l'utilisation systématique sous Chorus des engagements de tiers pour le suivi des autorisations d'engagement préalables sur fonds de concours ;
- les actions devant être menées par vos soins avant le 31 décembre 2013 afin d'assurer la bonne transition vers cette nouvelle organisation à partir de 2014.

1 – Suppression de l'obligation systématique d'émettre un titre de perception pour recouvrer une recette de fonds de concours

L'article 3 du décret du 11 janvier 2007 modifié ne comporte plus l'obligation systématique d'émettre un titre de perception pour recouvrer une recette de fonds de concours. Le principe général d'émission d'un titre de perception demeure, mais il existe des situations où elle peut être évitée.

Ainsi en est-il des recettes versées spontanément qui, conformément à l'article 113 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, ne donnent pas lieu à l'émission d'un titre de perception. Dans Chorus, la procédure d'enregistrement d'une recette au comptant doit dès lors être utilisée.

Le titre de perception présente une valeur contraignante pour le tiers. Il permet notamment de soumettre à majoration en cas de retard de paiement. Un versement sur un fonds de concours étant exécuté le plus souvent librement, il importe donc de veiller à bien circonscrire l'utilisation de l'émission d'un titre de perception aux seules situations qui le justifient.

Lorsque le document attestant de l'engagement du tiers à participer à une dépense de l'État ne comporte pas d'échéancier, et dans la mesure où la bonne foi du tiers est avérée, l'article 3 du

décret du 11 janvier 2007 modifié dispense l'ordonnateur de procéder à la liquidation de la créance et à l'émission d'un titre de perception. Par conséquent, celui-ci doit privilégier la procédure de recette au comptant pour enregistrer l'encaissement sur le fonds de concours concerné. A cet effet, il transmet au comptable la convention signée ou tout autre document attestant de l'engagement du tiers, ainsi que tous les éléments d'identification du fonds de concours.

2 – Nouvelle procédure de validation des ouvertures d'AE préalables

La majorité des rattachements de fonds de concours se fait en AE=CP après encaissement des recettes correspondantes. Cependant, les opérations d'investissement cofinancées par des tiers peuvent nécessiter l'engagement d'autorisations d'engagement visant à couvrir des dépenses qui se poursuivront sur plusieurs années. Les tiers n'ayant pas toujours la capacité ou la volonté de pourvoir au versement de la totalité de leur contribution à ces opérations lors de leur engagement de financement, il est alors nécessaire de procéder au rattachement de fonds de concours en AE différentes de CP. Des AE préalables sont donc ouvertes, qui seront couvertes ultérieurement par des rattachements de CP, au fur et à mesure du versement de la contribution du tiers.

a) L'accord des services du contrôle budgétaire et comptable ministériel (CBCM) et l'information de la direction du budget sont désormais requis

Dans un souci de renforcement de la sécurité juridique des rattachements de fonds de concours, les ouvertures d'AE préalables sont désormais approuvées préalablement par les services du CBCM, en application de l'article 5 du décret du 11 janvier 2007 modifié.

L'ordonnateur doit justifier systématiquement ses demandes d'ouverture d'AE préalables auprès des services du contrôleur budgétaire et comptable ministériel. Cette justification doit prendre la forme d'un engagement juridique écrit de la partie versante (contrat ou convention) : il importe notamment que cet engagement juridique fasse précisément état d'un montant global et d'un échéancier de versement. Les services du CBCM s'assurent que les AE ouvertes pourront ainsi bien être couvertes par des CP, avant d'informer la direction du budget (bureau sectoriel compétent et bureau de l'exécution budgétaire) par messagerie électronique.

Après accord des services du CBCM, l'ordonnateur concerné initie la demande d'ouverture d'AE dans Chorus selon la procédure décrite ci-dessous. L'arrêté d'ouverture des AE correspondantes est alors établi par la direction du budget sur la base des demandes d'ouverture d'AE sauvegardées dans Chorus et les AE sont effectivement ouvertes sur le programme après publication de l'arrêté correspondant au Journal officiel.

Il revient par la suite à l'ordonnateur de s'assurer de l'émission des titres de perception nécessaires au recouvrement des recettes correspondantes et à l'ouverture des CP.

Dans l'hypothèse où l'ordonnateur initierait sa demande d'ouverture d'AE préalables dans Chorus sans accord préalable des services du CBCM, la direction du budget suspendrait leur ouverture, jusqu'à régularisation.

Pour mémoire, **l'ouverture d'AE préalables peut concerner différentes natures de dépenses**. En effet, aux différentes étapes de sa réalisation, une opération peut comporter des dépenses de nature d'imputation budgétaire différente : des AE préalables peuvent ainsi être ouvertes pour réaliser une étude (titre 3), à la signature du marché lorsque l'État est le maître d'ouvrage (titre 5), ou encore pour des opérations dont le maître d'ouvrage est un tiers, mais dont le financement public est centralisé par l'État (titre 6).

b) L'ouverture d'AE préalables se fait désormais avant l'émission d'un titre de perception

En application du second alinéa de l'article 5 du décret du 11 janvier 2007 modifié, l'ouverture d'AE préalables peut être sollicitée dès la signature d'un contrat ou d'une convention : celle-ci se fait désormais avant l'émission d'un titre de perception.

L'ordonnateur procède à l'émission du titre de perception à chaque échéance prévue par le contrat ou la convention. Cette disposition redonne tout son sens au caractère exigible du versement et permet, le cas échéant, aux comptables de mettre en œuvre les actions de recouvrement.

3 – Traduction dans Chorus des dispositions du décret relatives à l'ouverture d'AE préalables : procédure applicable à compter de 2014

Les informations relatives à la convention (identité du tiers, montant total de sa contribution, dates d'exigibilité des sommes, imputation budgétaire) doivent être enregistrées par l'ordonnateur, **après accord des services du CBCM sur l'ouverture d'AE préalables**, sous la forme d'un « **engagement de tiers** » dans Chorus. En effet, ce dernier constitue le support dans Chorus qui atteste de l'existence d'un engagement contractuel ou conventionnel entre l'État et la partie versante. **La sauvegarde de cet engagement de tiers dans Chorus constitue l'événement déclencheur du processus semi-automatisé aboutissant à l'ouverture des AE préalables sur un fonds de concours dédié**, à hauteur du montant saisi sur l'engagement de tiers. A cet effet, une caractéristique technique attachée aux fonds de concours concernés désigne l'engagement de tiers comme l'unique événement déclencheur d'ouverture d'AE préalables.

Il est rappelé que le processus d'ouverture des AE étant enclenché dès la sauvegarde de l'engagement de tiers, **il est indispensable de recueillir l'accord des services du CBCM avant toute saisie dans Chorus**. A défaut, la direction du budget veillera à ce que les AE correspondantes ne soient pas prises en compte dans le projet d'arrêté jusqu'à régularisation de la situation.

A l'échéance prévue, l'ordonnateur émet le ou les titres de perception à partir de l'engagement de tiers. **Aucune saisie supplémentaire n'est nécessaire, les éléments du titre étant repris de l'engagement de tiers**. En cas d'avenant à la convention, l'échéancier est modifié directement dans l'engagement de tiers.

Selon l'importance de l'opération d'investissement, l'ordonnateur utilisera l'une des options suivantes :

- Une convention prévoyant un versement unique, différé dans le temps :

Les AE préalables sont ouvertes à hauteur du montant total de la contribution attendue, après sauvegarde de l'engagement de tiers correspondant qui contient la date d'exigibilité. A la date d'échéance, l'ordonnateur déclenche l'émission du titre de perception à partir de l'engagement de tiers. Il peut cependant choisir de ne pas émettre de titre de perception, conformément à l'article 3 du décret du 11 janvier 2007 modifié.

- Une convention pluriannuelle avec un échéancier de versement :

Les AE préalables sont ouvertes à hauteur du montant total de la contribution attendue après sauvegarde de l'engagement de tiers correspondant qui contient les dates d'exigibilité. A chaque échéance, l'ordonnateur déclenche l'émission d'un titre de perception à partir de l'engagement de tiers.

- Une convention pluriannuelle avec un échéancier de versement et plusieurs phases de réalisation¹ :

L'ordonnateur décompose la convention en saisissant un engagement de tiers pour chaque projet d'engagement ou affectation partielle² d'autorisations d'engagement, dans le respect des dispositions de l'article 8 de la LOLF. Chaque sauvegarde d'engagement de tiers permet l'ouverture progressive des AE préalables en fonction de l'état d'avancement de l'opération, évitant une ouverture massive d'AE dont le suivi pluriannuel serait rendu complexe inutilement. Chaque engagement de tiers contient les échéances associées et permet de générer l'émission des titres de perception correspondants. Plusieurs engagements de tiers sont sauvegardés au titre d'une même convention de cofinancement.

Cas particulier des fonds de concours bénéficiant de subventions de la part de la Commission européenne :

Les demandes de subvention à la Commission européenne ne donnent pas lieu à l'émission d'un titre de perception. Par conséquent, l'ouverture des crédits de paiement après versement par la Commission sera effectuée après comptabilisation d'une recette au comptant sur l'engagement de tiers et le fonds de concours concerné, sur la base des références communiquées par l'ordonnateur au comptable. En revanche, la demande d'AE préalables devra se conformer à la procédure décrite au point 2.

Modalités de transition de 2013 à 2014 :

A partir de 2014, compte tenu de la caractéristique technique attachée aux fonds de concours bénéficiant d'AE préalables, **la saisie d'un titre de perception sans lien avec un engagement de tiers est impossible sur ces fonds de concours.**

Les ordonnateurs devront par conséquent mener les actions suivantes sur les fonds de concours bénéficiant d'AE préalables :

- avant le 31 décembre 2013 :

- ✓ veiller à la validation de tous les titres de perception en cours devant aboutir à l'ouverture d'AE préalables ;
- ✓ supprimer les échéances non facturées sur les engagements de tiers existants ;

- à compter de 2014 :

- ✓ après accord des services du CBCM sur la demande d'AE préalables, saisir un nouvel engagement de tiers pour le montant correspondant aux échéances supprimées en 2013 sur l'engagement de tiers d'origine ;
- ✓ si le montant total d'un engagement de tiers existant en 2013 a donné lieu à ouverture d'AE préalables à due concurrence en 2013, émettre les titres de perception sur cet engagement de tiers.

Pour le Ministre délégué et par délégation
Le Directeur du budget



Denis MORIN

¹ Au sens de l'article 5 du décret 2007-44 pris pour l'application du II de l'article 17 de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances.

² Seulement pour les opérations d'investissement de l'Etat (dépenses de titre 5 et accessoirement titre 3).